

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

Kibungu, le 20 octobre 1958.-
de

RUANDA-URUNDI GEBIED

RESIDENCE DU RUANDA
TERRITOIRE DE KIBUNGU

(1) N° 3630 /Juct.1/C2/LD.-

Réf. n° :

Annexe
Bijlage :

Objet
Voorwerp :

*24/10/58
D54/D19/80
11 022*

P.V. 216, 218 et
227/L.D.

aff. Said Butoya
Sef bin Said
et Issa bin Said.

KIBUNGO



1461

113411.-

Monsieur le Substitut,

Suite à votre lettre n° 7511/D.54/D.
79/Go du 23 août dernier, j'ai l'honneur de porter à votre
connaissance en référence des observations :
1^{re} au sujet des procès-verbaux 216 et 218/L.D. que si bien
Said Butoya; son fils Sef bin Said, et Issa bin Said
(réf. P.V. 217/LD) se sont rendus coupables et que
s'il y a lieu de payer des D.I., j'estime qu'ils doivent
les payer réciproquement.
Ensuite il m'est impossible de connaître celui qui
aurait provoqué le combat vu que les trois se sont
donnés des coups devant les bureaux du Territoire pendant
que je me trouvais à l'intérieur. Autrement le nommé
Issa bin Said ne serait pas à atteindre, ce dernier est
à la poursuite.

2^{de} Au sujet du procès-verbal 227/LD.

Effectivement j'avais dressé un P.V. (213/LD) en annexe
dans lequel figure la plainte de l'employeur.
Au moment que j'ai transmis ce P.V. au Juge de Police,
Monsieur le Juge de Police m'a conseillé de proposer
une amende transactionnelle et moi-même j'ignorais qu'il
fallait transmettre en plus la plainte de l'employeur;
c'est donc pour ce motif que j'ai dressé le P.V. 227/LD.
Ci-joint, veuillez encore trouver, Monsieur le Substitut,
les P.V. 216, 218 et 227/LD.

L'Officier de Police Judiciaire,
L. DE ZUTTER.-

P.V. 213/LD.

PRO JUSTITIA

L'an mil neuf cent cinquante huit, le sixième jour du mois de juin, devant Nous DE ZUTTER, Luc, Robert, Hubert, Officier de Police Judiciaire à compétence générale à Kibungu, nous y trouvant, comparaît le sieur Coppens Georges (identité voir fiche~~x~~) qui dépose plainte contre le nommé NKWAYA Jean Bosco, serviteur du plaignant, pour rupture contrat de travail et vol.

- I. Q) A quelle date est-ce que Nkwaya a commencé son service chez vous ?
R. Le 14 avril 58.
Q. A quelles conditions ?
R. 50 frs pocho par semaine. - 200 frs salaire mensuel
Q. Quelle fonction a-t-il chez vous ?
R. Boy maison.
Q. A quelle date a-t-il refusé de continuer son travail habituel ?
R. Aujourd'hui, ce matin.
Q. Pour quel motif ?
R. J'ignore.
Q. A-t-il vous déclaré expressément de vouloir plus travailler ?
R. Non, mais il l'aurait dit au cuisinier et d'autre part il a omis ce matin de faire le travail habituel.
2. Q. Le boy vous a volé en plus, quoi ?
R. Oui, une paire de chaussures.
Q. Vous avez des preuves ?
R. Non.
Q. Depuis quand est-ce que les chaussures sont disparues ?
R. Il y a trois jours.
Q. Donc vous n'avez aucune préve que le nommé Nkwaya aurait volé les chaussures ?
R. Non.
Q. Ce sont~~x~~ quelles chaussures.
R. Des mollières, couleur noire.
Q. Vous avez d'autres choses à déclarer ?
R. Non.

sé/ Le comparant.

Comparaît ensuite le nommé Nkwaya Jean Bosco, fils de Ngaruye (+) et de Kampura (e.v.) originaire de la colline Zaza, même s/chefferie, chefferie Gihunya, Territoire de Kibungu, y résidant, race muhutu des abasinga, profession: boy maison, état civil : marié, père d'un enfant, antécédents judiciaires : néant, qui répond comme suit à nos questions.

1. Q. Quand est-ce que vous avez commencé votre service chez Monsieur Coppens ?
R. Le 14.4.1958.
Q. Vous êtes sous les liens d'un contrat ?
R. Je ne sais pas.
Q. Vous êtes en possession d'une carte de pension ?
R. Non.
Q. Pourquoi avez-vous refusé de travailler aujourd'hui ?
R. 1/ Trop de travail et trop peu de salaire.
2/ Je ne supporte pas le milieu de travail (la brousse).
Q. Pourquoi n'avez-vous pas demandé un préavis ?
R. J'ignore l'existence !
Q. Êtes-vous au courant qu'une paire de chaussures ont disparues chez Monsieur Coppens ?
R. Oui Madame me l'a dit ce matin.

.../...

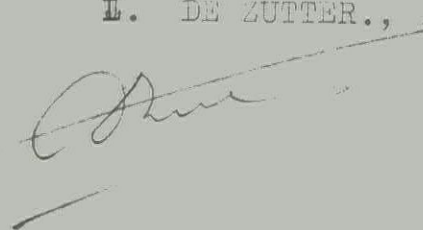
- Q. Savez-vous comment ces chaussures sont disparues ?
R. Non.
Q. Avez-vous encore quelque chose à dire à votre défense ?
R. Non.

Le comparant (sé/

Je jure que le présent procès-verbal est
sincère.

L'Officier de Police Judiciaire,

L. DE ZUTTER.,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'L. DE ZUTTER.', is written over a horizontal line. The signature is cursive and somewhat stylized.

P. U. n° 273/LD

PRO JUSTITIA

Réf. n° :

Annexe
Bijlage :Objet
Voorwerp :

L'an mil neuf cent cinquante huit.
le sixième jour du mois de juin, devant Nous
De Zutter, Luc, R. H. Officier de Police Judiciaire
à compétence générale à Kibungu, nous y trou-
vant comparait le sieur Coppens, Georges (identifi-
té: voir fiche) qui expose plainte contre
le nommé Nkwaya, Jean Bosco, serviteur
du plaignant, pour rupture contrat de travail
et vol.

I. Q. A quelle date est-ce que Nkwaya a commencé
son service chez vous ?

R. Le 24/4/58

Q. A quelles conditions ?

R. 50 fr. pacho par semaine
280 fr. salaire mensuelle

Q. Quelle fonction a-t-il chez vous ?

R. Boy maison.

Q. A quelle date a-t-il refusé de continuer son
travail habituel ?

R. Aujourd'hui, ce matin

Q. Pour quel motif ?

Réf. n° :

Annexe
Bijlage :

Objet
Voorwerp :

R. y'ignore.

Q. A-t-il vous déclaré expressément de vouloir plus travailler ?

R. Non, mais il l'aurait dit au voisinier et d'autre part il a omis ce matin de faire le travail habituel.

II. Q. Le boy vous a volé ^{en plus}, quoi ?

R. Oui, une paire de chaussures.

Q. Vous avez des preuves ?

R. Non.

Q. Depuis quand est-ce que les chaussures sont disparues ?

R. Il y a trois jours.

Q. Donc vous n'avez aucune preuve que le nommé Nkwaya aurait volé les chaussures ?

R. Non.

Q. Ce sont quelles chaussures ?

R. Des ~~sott~~ ^{soit} ~~motives~~ ^{motives}, couleur noire.

Q. Vous avez d'autres choses à déclarer ?

R. Non.

Le déclarant



(1) N°

Réf. n° :

Annexé
Bijlage :Objet
Voorwerp :

On perçoit ensuite le nommé Nkwaya, Jean Bosco, fils de Ngaruye (+) et de ~~the~~ Kamurwa (c.v.) orig. de la colline Zaza, même ruff, chff. Lihunga, territoire de Kibungu, y résidant; race: mshutu des abasinga, profession: boy maison, état civil: marié, père d'un enfant, antécédents judiciaires: aucun, qui répond comme suit à nos questions.

I Q. Quand est-ce que vous avez commencé votre service chez M^r Coppens?

R. Le 14/4/58

Q. Vous êtes sous les liens d'un contrat?

R. Je ne sais pas

Q. Vous êtes en possession d'une carte de pension?

R. Non.

Q. Pourquoi avez-vous refusé de travailler aujourd'hui?

R. ① Trop de travail et trop peu de salaire.

② Je ne supporte pas le milieu de travail (la brousse)

Q. Pourquoi n'avez-vous pas ^{demandé} ~~été~~ une prière?

R. J'ignore l'existence!

II Q. Sais- vous ou savez qu'une paire de chaussures

(1) N°

sont-ils disparus de M^r Toffens ?

R. Oui, madame m'a dit ce matin.

Réf. n° :

Annexe

Bijlage

Objet

Voorwerp

Q. Savez-vous comment ces chaussures sont disparues ?

R. Non

Q. Avez-vous encore quelque chose à dire à votre olifant

R. Non.

Le commandant J. J. M. M.

Je jure que le présent
P. V. est sincère

A. O. P. /



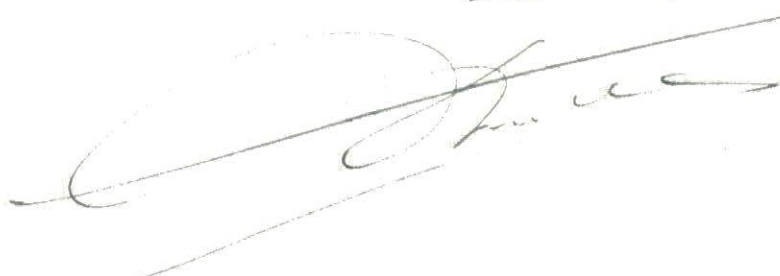
FICHE D'IDENTITE.

Nom: . . . *Coppens*
 Prénoms: . . . *Georges, Louis, Gilbert*
 Né à: *9/8/1932*
 Fils de: . *Albert (c.v.)*
 et de: . *Von Den Broecke, Jeanne (c.v.)*
 Etat-civil: Célibataire:
 Marié à:
 Veuf de:
 Divorcé de:
 Profession: . . *Colon*
 Nationalité: . . *Belge*
 Domicile: . . . *Roubaix*
 Résidence: . . *Lugendo, Gibumbe, Kibungu*
 Immatriculé à: *Lia* . . . le. *30/11/54* n° *015034* Vol. *69* . Fo *153*.
 Durée des séjours antérieurs au R.U. ou au Congo-Belge.
 Document d'identité produit. . *Carte d'Imm.*

. . *Kibungu* ., le. . *6/6/58* .

L'O.P.J.

L. De Zutter



RUANDA-URUNDI

Territoire de Ribungu

P.V.N° 217/6D

Transmis, le

4/8/58

à Monsieur l'Officier du Ministère Public, à

Kigali

L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA

A CHARGE DE:

L'an mil neuf cent cinquante,

huit

le

26

jour

du mois de

juin

NOUS,

De Zetter, Luc, R. H.

Officier de Police Judiciaire

à compétence

générale

Nous trouvant à

Ribungu

Avons constaté que le nommé

Isaa bin Said Simajuma, fils

Miremo (le v. pal de Nyarabuka (r. long. de la colline) Bure

PRÉVENU

DE:

chef. 400 pers. territoire Astrida, résident à Karembe, chef. Gihanga

Perris Ribungu, profession commerçant

Paraissait s'être rendu coupable de:

d'avoir donné des coups à Said

Botoya, en public

INFRACTION

PRÉVUE

ET

PUNIE

PAR:

faits prévus et punis par

C. P. Titre I art 46

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— *Oui*

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le *3 juillet* la somme de : *deux cent francs.*

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

200 Fr. à titre d'A.T.—quittance n° *237647/B* du *27.6.58*
Fr. à titre d'A.T.—quittance n° du

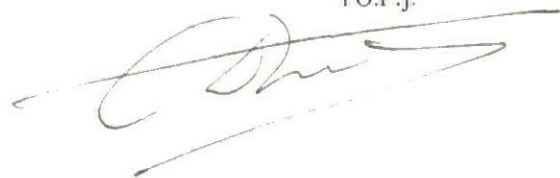
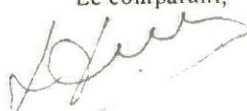
D.l. remis le au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

P.O.P.J.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,



RUANDA-URUNDI

Territoire de Kibungu

P.V. N° 278

Transmis, le

4/8/58

à Monsieur l'Officier du Ministère Public, à Kigali

L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA

A CHARGE DE:

L'an mil neuf cent cinquante, huit le 26 jour
du mois de juin

NOUS, De Zutter, Luc, R. H. Officier de Police Judiciaire

à compétence générale

Nous trouvant à Kibungu

Avons constaté que le nommé Sep bin Soriol, fils de Soriol (ex/
et de Tatemu (ex/ orig. de la colline Rusamungu, Bug. Sud
Territ. Kibungu, résidant à Karamba, Chef. Gihungu a
Territoire Kibungu sans profession.

Paraissait s'être rendu coupable de: d'avoir donné des coups à

Said Sinajura, en public

PRÉVENU DE:

INFRACTION

PRÉVUE ET

PUNIE PAR:

faits prévus et punis par C. T. Titre I art. 46.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit:

D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge?

R— Oui

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le 3 juillet la somme de: cent francs

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public:
à faire entre nos mains abandon des objets suivants:

qu'il nous a remis;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de:

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé:

100

Fr. à titre d'A.T.—quittance n°

237646

du

17/6/58

Fr. à titre d'A.T.—quittance n°

du

D.l. remis le

au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

P.O.P.J.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,

Sefu Sadi

RUANDA-URUNDI

Territoire de Kibungu

P.V.N° 226.72.D

Transmis, le

4/8/58

à Monsieur l'Officier du Ministère Public, à

Kigali

L'O.P.J.

[Signature]

PRO=JUSTITIA

A CHARGE DE:

L'an mil neuf cent cinquante, huit

le

26

jour

du mois de juin

NOUS,

De Zutter, Luc, R.H.

Officier de Police Judiciaire

à compétence

générale à Kibungu

Nous trouvant à

Kibungu

Avons constaté que le nommé

Saiol Butoya bin Salim, fils

de Salu (ex-felobah) de Manoiranga (t) et de Birute

ana (t) orig. de Muramvia, cheff. Kuntega, Résidence Urundi,

Résident à Karemba, Gikunya, Kibungu, Ruanda, profession: commerçant

Paraissait s'être rendu coupable de:

d'avoir donné des coups à Ina bin

Saiol Sinajwa, en public

PRÉVENU

DE:

INFRACTION

PRÉVUE

ET

PUNIE

PAR:

faits prévus et punis par

P.P. Titre I art. 46.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— *Oui*

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le *3 juillet* la somme de : *deux cent francs*.

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

200 Fr. à titre d'A.T.—quittance n° *2316451B* du *27/6/58*
Fr. à titre d'A.T.—quittance n° _____ du _____

D.l. remis le _____ au préjudicié _____

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,

P.O.P.J.



RUANDA-URUNDI

Territoire de Kibungu

P.V.N° 227/147

Transmis, le

4/8/58

à Monsieur l'Officier du Ministère Public, à

Kigali

L'O.P.

PRO=JUSTITIA

A CHARGE DE:

L'an mil neuf cent cinquante,

huit

le

4

jour

du mois de

juillet

NOUS,

De Zutter, Luc, R. H.

Officier de Police Judiciaire

à compétence

générale

Nous trouvant à

Kibungu.

Avons constaté que le nommé

Nkwaya, Jean Bosco, fils de

Ngaruye (t) et de Kamura (v) orig. de la colline

Zaza, chef. Gikunya, y résidant (territoire Kibungu)

race mulâtre des abasinga, profession: boy, état civil marié

Paraissait s'être rendu coupable de:

rupture contrat de travail tacite

PRÉVENU

DE:

INFRACTION

PRÉVUE

ET

PUNIE

PAR:

faits prévus et punis par

Décret du 30.6.54 Art. 84

- Législation de la M.O.I. -

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— *Oui*

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le *5 / 7 / 58* la somme de : *cent francs*

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :
à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis ;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

100

Fr. à titre d'A.T.—quittance n° *231648*

du

3 / 7 / 58

Fr. à titre d'A.T.—quittance n°

du

D.l. remis le

au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

l'O.P.J.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,

Nkw...

[Signature]